

*l'Anti*capitaliste

n°783 | 15 janvier 2026 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

NI MOLLAHS NI SHAH



LIBERTÉ
POUR LES PEUPLES D'IRAN

ZOOM

Loi spéciale ou «vrai» budget, un pouvoir au service des plus riches

Page 2

INTERNATIONAL

Palestine. L'éducide comme arme coloniale

Page 4

ARGUMENTS

Rendre le pouvoir au peuple vénézuélien

Page 5

CHAMP LIBRE

À propos du documentaire sur les combattantEs anti-autoritaires en Ukraine

Page 8

Édito

Boussole internationaliste face aux impérialismes

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

« **L**e fait qu'ils aient débarqué là avec un bateau il y a 500 ans ne signifie pas qu'ils possèdent le territoire. » Cet argument de Trump contre l'appropriation danoise du Groenland invalide toute la colonisation de l'Amérique du Nord. Ce serait un superbe but contre son camp si, dans l'ordre impérial, la logique pesait un tant soit peu face à la puissance brute.

Au Groenland, les appétits étatsuniens et européens pour les terres rares et les routes arctiques révèlent une nouvelle phase de la prédation impérialiste. Face à elle, la seule issue progressiste est pourtant claire : celle de la souveraineté du peuple autochtone, contre toutes les tutelles.

En Palestine, le génocide en cours à Gaza vise à écraser définitivement un peuple colonisé qui refuse de disparaître, jusqu'à en effacer la culture (lire page 4).

En Iran, la répression sanglante d'un soulèvement populaire montre un régime à bout de souffle, tandis que les impérialismes tentent d'instrumentaliser la situation (lire notre article ci-contre).

En Ukraine, face à l'invasion impérialiste russe, le peuple doit disposer des moyens matériels et politiques de résister. Contre les lectures campistes et abstraites, il est indispensable d'entendre les voix des gauches ukrainiennes, engagées à la fois contre l'agression militaire et contre les politiques antisociales, et de reconnaître leur pleine agentivité (lire l'article page 4 et l'entretien page 8).

Au Venezuela, l'agression ouverte des États-Unis marque une nouvelle étape dans la guerre impérialiste pour le contrôle du pétrole et la domination de l'espace caribéen et latino-américain. Bombardements, chantage militaire et ingérence directe visent à placer le pays sous tutelle (lire notre dossier page 5).

Notre boussole est claire : nous défendons les peuples. De la Palestine à l'Iran, du Groenland à l'Ukraine, du Venezuela à la Kanaky, une même exigence s'impose : l'autodétermination, la justice sociale, la démocratie par en bas.

L'internationalisme n'est ni une posture morale ni un slogan abstrait. Il est une condition stratégique : sans indépendance de classe, sans solidarité active, il n'y aura pas d'alternative réelle au capitalisme et à l'impérialisme.

Bien dit

La France est donc capable de faire autre chose que des condamnations verbales ?

Les réseaux sociaux soulignent une fois de plus le double standard de la diplomatie française. Le ministre des Affaires étrangères met en œuvre un certain nombre de mesures contre le régime iranien alors que l'impunité reste totale pour le génocidaire Netanyahu, qui peut même parcourir l'espace aérien français quand il le veut.

À la Une

Ni Mollahs ni Shah ! Solidarité avec la lutte des peuples d'Iran

Un soulèvement d'ampleur secoue l'Iran face à un régime à bout de souffle qui ne tient plus que par la répression. Entre aspirations sociales et démocratiques, menaces impérialistes et manœuvres réactionnaires, la solidarité internationale avec la lutte des peuples d'Iran est une nécessité.

Déclenché le 28 décembre, le soulèvement ébranle la République islamique d'Iran (RII). La mobilisation s'est étendue à plus de 100 villes. Dans de nombreuses villes, des bâtiments publics, dont des QG des forces de sécurité ainsi que des mosquées, sont incendiés, la population s'affronte aux forces de répression. Les manifestations sont massives dans l'ensemble du pays.

Une répression sanglante face à des exigences radicales

La RII a instauré un état de siège de fait, déployant partout ses forces de sécurité et ses milices armées. Les communications et Internet ont été bloqués. Le black-out mis en place le 8 janvier est toujours en cours. Le régime mène un massacre à huis clos. Les déclarations du Guide Khameneï, des dirigeantEs du pouvoir judiciaire et du président de la République Pezeshkian sont limpides : ils ont ordonné une répression sanglante, des arrestations massives, des jugements expéditifs et la peine de mort pour les contestataires, qu'ils qualifient de « terroristes armés » et de « nuisibles ». Des milliers de mortEs et d'arrestations sont recensés, et les chiffres ne cessent d'augmenter. Les vidéos de morgues improvisées organisées à Téhéran indiquent le niveau de violence du régime, qui fait tirer à balles réelles sur les manifestantEs. À bout de souffle, le régime ne peut tenir que par la violence et la brutalité. Il veut noyer dans le sang le soulèvement populaire.

Le mouvement exprime une colère profonde et porte des

exigences sociales et démocratiques. Il vise à mettre fin à la dictature, à la misère, aux inégalités, ainsi qu'aux discriminations de genre et nationales. Plus que lors du soulèvement « Femme, vie, liberté », le mouvement actuel porte en lui un positionnement de classe. Ni l'oligarchie militaro-théocratique qui dirige le pays, ni les monarchistes et néolibéraux, ni aucune autre fraction de la bourgeoisie, ne peuvent répondre aux exigences de la rue.

Faire émerger des luttes une alternative progressiste

Les monarchistes iraniens, d'extrême droite, pro-sionistes, ultralibéraux et autoritaires, cherchent à imposer Reza Pahlavi, le fils de l'ancien Shah, comme solution à la crise. Soutenus par certains

États occidentaux, et en premier lieu Israël et les États-Unis, les monarchistes utilisent les richesses volées lors du pillage du pays sous l'ancien régime pour mener une campagne de désinformation massive. Ils profitent du vide créé par la RII et les 47 années de répression qui ont décimé des générations militantes de gauche, et rejeté vers la diaspora leurs organisations politiques, ce qui rend difficile tout lien organique avec les réseaux d'activistes à l'intérieur du pays.

Il serait nécessaire que l'ensemble des forces se réclamant des exploités, des opprimés et des droits démocratiques convergent dans une structuration et une unité d'action commune. Cette dynamique permettrait de faire émerger des luttes une alternative progressiste.

TRUMP PRÊT À LIBÉRER LE PEUPLE IRANIEEN



D'autre part, l'intervention des travailleurEs par la grève dans les entreprises stratégiques du pays et l'occupation des unités de travail serait essentielle pour que le mouvement puisse affirmer son ancrage de classe. Malgré la non-reconnaissance légale des organisations syndicales indépendantes, la classe ouvrière a des traditions de lutte importantes. C'est un point d'appui fondamental pour la construction d'un mouvement par en bas, permettant de résister à l'appareil répressif, de contrer les plans de « regime change » de l'impérialisme US, et d'imposer une victoire des classes populaires d'Iran.

Solidarité internationale contre l'ingérence impérialiste

Dans cette situation lourde de dangers, le « regime change » peut prendre des formes variées. Les scénarios portés par Trump — soit installer Reza Pahlavi au pouvoir, soit utiliser Pahlavi pour faire pression sur la RII et négocier un accord avec la mollahocratie, soit parvenir à un compromis entre monarchistes et certaines factions du régime — ont tous pour objectif d'instaurer un ordre autoritaire et ultralibéral favorable à l'impérialisme US et d'écraser la résistance populaire en Iran. Les menaces d'interventions militaires, comme les négociations ouvertes entre la RII et Washington, participent de cette stratégie.

Le soutien à la lutte des peuples d'Iran, et la solidarité internationale, doivent être au centre de l'activité des forces de la gauche sociale et politique.

Babak Kia



Acturama

Samedi 11 janvier 2026 s'est tenue la marche annuelle « Vérité et Justice » en mémoire des trois militantes kurdes assassinées à Paris il y a treize ans, le 9 janvier 2013, et des victimes de l'attaque du Centre culturel kurde Ahmet Kaya en décembre 2022. Le NPA-l'Anticapitaliste était, comme chaque année, présent à cette manifestation.

USA Manifestations après le meurtre de Renee Nicole Good par l'ICE à Minneapolis

Des millions d'AméricainEs sont attristés et en colère après le meurtre de Renee Nicole Good par la police de l'immigration et des frontières (ICE). Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux manifestations «ICE Out For Good» («ICE, dehors pour de bon») dans un millier de villes les 10 et 11 janvier.

L'ICE a tué Renee Nicole Good

Les agents de l'ICE ont tué une mère de trois enfants de 37 ans, qui se trouvait sur les lieux d'une opération le 7 janvier 2026 alors qu'elle exprimait sa solidarité avec sa communauté et les personnes immigrées. À l'approche des agentEs, elle a tenté de partir en voiture ; l'un d'eux a tiré à trois reprises sur le véhicule, la tuant sur le coup. Citoyenne américaine, née aux États-Unis, décrite comme une «chrétienne fervente», Good était écrivaine et poétesse.

Donald Trump, le vice-président J.D. Vance et la secrétaire à la Sécurité intérieure, Kristi Noem, ont accusé, de manière grotesque, Renee Nicole Good d'avoir attaqué les agentEs de l'ICE. Noem l'a qualifiée de «terroriste intérieure», affirmant qu'elle avait suivi et harcelé les agents toute la journée. Ces accusations sont relayées par les médias conservateurs, jusqu'à faire porter à la victime la responsabilité de sa mort. Dans la foulée, Trump

Le meurtre de Renee Nicole Good par la police fédérale de l'immigration a provoqué une vague de colère et de manifestations à travers les États-Unis. Au-delà du drame, cette affaire révèle l'escalade de la violence d'État sous couvert de politique migratoire.



a annoncé le gel des aides alimentaires dans le Minnesota et son gouvernement prévoit le déploiement de centaines d'agentEs supplémentaires de l'ICE à Minneapolis, attisant encore la colère et les tensions. Les responsables locaux et de l'État ont vigoureusement condamné la mort de Good, accusant l'ICE d'avoir semé le chaos et provoqué sa mort. Le maire démocrate de Minneapolis,

Jacob Frey, a déclaré à la presse : «Je n'ai qu'un mot à dire à l'ICE : foutez le camp de Minneapolis.» Les autorités locales ont affirmé que l'ICE entravait leurs propres investigations. Le gouverneur démocrate du Minnesota, Tim Walz, a qualifié le tir de «prévisible» et «inutile» et a annoncé la mobilisation de la Garde nationale pour protéger la population. Une confrontation entre la Garde nationale et l'ICE

permettrait à Trump d'invoquer l'Insurrection Act et d'envoyer l'armée américaine pour prendre le contrôle de l'État.

Autoritarisme, violence et cruauté

«Le meurtre de Renee Nicole Good est une abomination, une honte», a déclaré le chef de la minorité démocrate à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries. Le sénateur démocrate Chris Murphy prépare une proposition de loi qui obligerait les agents de l'ICE à disposer de mandats pour procéder à des arrestations, leur interdirait de porter des masques lorsqu'ils mènent des opérations de contrôle et empêcherait les agents de la police des frontières d'opérer loin de la frontière. CertainEs démocrates menacent de bloquer le financement de l'ICE. «Les démocrates ne peuvent voter pour un budget du département de la Sécurité intérieure qui ne limite pas l'illégalité croissante de cette agence», a déclaré Murphy. Tout cet autoritarisme, cette violence et cette cruauté expliquent la tonalité sombre des pancartes et des slogans des manifestations : «SOS», «Treizième heure» et «Le fascisme arrive».

Dan La Botz,
traduction Henri Wilno

AUSTÉRITÉ Loi spéciale ou «vrai» budget, un pouvoir au service des plus riches

La loi spéciale, adoptée le 23 décembre, ne remplace en effet pas un «vrai» budget de l'État. Le gouvernement doit donc trouver impérativement une majorité pour approuver le Projet de loi de finances (PLF). Celui-ci passe un nouveau seuil dans la baisse des budgets des collectivités territoriales. Les services publics vont également continuer à se dégrader autant pour les usagerEs que pour les conditions de travail des salariéEs. Mais le pouvoir macronien ne lâche rien sur la fiscalité pour les entreprises et les plus riches. Il n'y a aucune remise en cause des 211 milliards d'aides aux entreprises, révélées par le rapport de la commission sénatoriale de l'été dernier. Pendant que l'hôpital public s'effondre, le budget de la défense est sanctuarisé et pire, augmente encore plus que ce qui était prévu par la Loi de programmation militaire (LPM) 2024-2030, avec une rallonge de 3,5 milliards d'euros qui vont s'ajouter à l'augmentation de 3,2 milliards prévue dans la LPM. Depuis 2027 le budget des armées a quasi doublé.

Instabilité et chantage à la dissolution

Mécontent de ne pas trouver de majorité, Macron, via Lecornu, agite la menace d'une nouvelle dissolution. S'il fait ce choix,

Alors que le budget de la Sécurité sociale est passé in extremis le 16 décembre, l'Assemblée nationale vient de reprendre l'examen du budget de l'État. Par la voix du député Philippe Brun, le PS se désespère : «Le gouvernement ne fait rien pour faire naître le compromis espéré». Toutes leurs propositions ont en effet été rejetées en commission, aussi bien par la droite que par les macronistes.



il risque en conscience d'amener l'extrême droite au pouvoir. Le NPA-l'Anticapitaliste s'était inscrit dans la campagne du Nouveau Front populaire, pour construire une unité large visant à battre le RN et à assurer la victoire d'une gauche de rupture. Aujourd'hui la gauche est divisée et le mouvement lancé le 10 septembre a échoué. Nous défendons malgré tout la perspective d'un front politique et social de la gauche anticapitaliste et antilibérale, au service

des luttes. Nous militons pour l'unité, pas une unité abstraite mais l'unité comme un outil pour remettre notre camp social en mouvement, dans l'action, contre les politiques libérales.

Retrouvons le chemin des mobilisations!

Pour que les travailleurEs, les classes populaires reprennent la main, il faut reprendre la rue et sortir de l'enfermement dans les échéances institutionnelles. «La vraie démocratie, elle est

ici» : dans nos cortèges, dans nos assemblées générales, dans les organisations politiques ou syndicales, les collectifs qui défendent nos droits!

SalariéEs et usagerEs des services publics, nous devons nous mobiliser ensemble pour des services publics de qualité, pour défendre la Sécurité sociale qui assure la protection en cas de chômage, de maladie, et lorsqu'on vieillit. SalariéEs du privé, nous devons faire converger nos luttes contre les licenciements, réclamer un contrôle strict de l'argent public, pour une politique industrielle au service des besoins et respectueuse de l'environnement et des ressources de la planète.

Face à un gouvernement au service des capitalistes, il y a urgence à trouver le chemin de mobilisations larges, unitaires, pour la défense des intérêts collectifs, contre ce système productiviste et destructeur : pour la réduction massive du temps de travail, pour l'arrêt des grands projets inutiles et destructeurs, pour une réelle démocratie, pour nos vies et pas pour leurs profits!

Alex Bachman

No comment

Sur 100 mots qualifiant les compétences, seuls 6% sont positifs pour les filles, contre 52% pour les garçons

À l'inverse, «s'agissant des prédictors relatifs au comportement, 71% des termes sont négatifs pour les garçons, tandis que 64% sont positifs pour les filles.»

Deux chercheuses de l'École d'économie de Paris-Institut des politiques publiques, PAULINE CHAROUSSET ET MARION MONNET, ont analysé 600 000 bulletins de notes d'élèves de terminale scientifique, confirmant que l'école est un espace de reproduction des inégalités de genre.

Agenda

Jeudi 15 janvier, conférence «Fascisation sans frontières – Penser la montée de l'extrême droite en Europe», avec Ugo Palheta et Christophe Cotteret, Paris (75).

À 18h30, au siège de MSF, 34, avenue Jean-Jaurès Paris 19^e, métro Jaurès.

Vendredi 16 janvier, rencontre pour une alternative écosocialiste avec Daniel Tanuro, Strasbourg (67).

À 18h30, à la librairie-café La Tache Noire, 1, rue de Zurich (entrée Quai des Bateliers).

Samedi 17 janvier, rassemblement de solidarité avec le peuple iranien, Paris (75). À 15h, place du Panthéon.

Samedi 17 janvier, rassemblement antifasciste contre la marche d'extrême droite, Paris (75). À 17h30 devant l'Institut du monde arabe.

Jeudi 22 janvier, scène libre pour la Palestine et le Soudan, Paris 18^e.

À 19h, au Wrong Side, 12 avenue de la porte de Montmartre.

Vendredi 23 janvier, réunion publique «Exploitations, oppressions, comment réagir?», Angers. À 20h30, salle du Doyenné, 56 boulevard du Doyenné à Angers.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BURKINA FASO Du bon usage des complots

Les annonces de tentatives de coup d'État, qu'elles soient réelles ou imaginaires, témoignent de la faiblesse de la junte, incapable de juguler l'avancée des djihadistes.

Announced sur les réseaux sociaux par des structures proches du pouvoir, puis confirmée quelques heures plus tard par les autorités burkinabé, par la voix du commissaire divisionnaire de police Mahamadou Sana, une énième tentative de putsch aurait été déjouée. Ces informations ont provoqué le rassemblement de quelques centaines de personnes dans les rues de la capitale, Ouagadougou, et de la deuxième ville du pays, Bobo-Dioulasso, pour défendre le président Ibrahim Traoré.

L'argument de l'efficacité

D'après les aveux d'un complice, le cerveau de ce coup de force serait le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, lui-même ancien putschiste renversé par Traoré et réfugié au Togo. Ce pays ne semble pas impliqué et les accusations portées par la junte se dirigent en revanche vers la Côte d'Ivoire, avec laquelle le Burkina Faso entretient des relations conflictuelles. L'armée a toujours été une pièce maîtresse de la vie politique du Burkina Faso. La nouveauté réside dans le fait que la justification des séditions repose désormais sur l'inefficacité des réponses sécuritaires à la menace djihadiste. Ainsi, Sandaogo Damiba a invoqué cet argument pour renverser le président Roch Marc Christian Kaboré, et Ibrahim Traoré a fait de même lors de son coup d'État du 30 septembre 2022. Au vu de la forte dégradation des conditions sécuritaires du pays, Traoré ne peut qu'être sur ses gardes. Régulièrement, à en croire la junte, des complots sont déjoués, confortant l'idée d'une citadelle assiégée et justifiant le déclenchement de purges et d'arrestations au sein de l'armée. Par exemple, en octobre 2023, le commandant Ismaël Touhogobou est arrêté et exécuté ; en janvier 2024, c'est au tour de l'ancien chef d'état-major de la gendarmerie, le lieutenant-colonel Evrard Somda, d'être enlevé.

Une junte obsédée par le contrôle

Cette répression ne se limite pas à l'armée, elle vise l'ensemble de la société. Les enlèvements de journalistes, d'avocats, d'artistes, ainsi que de syndicalistes et d'opposants politiques, créent une véritable psychose dans le pays. Des mouchards, présents dans les principales villes, scrutent la moindre déclaration de simples citoyenNEs contre le gouvernement, qui peuvent se retrouver du jour au lendemain en prison ou sur le front comme Volontaires pour la défense de la patrie, milice créée par le gouvernement pour lutter contre les organisations d'Al-Qaïda et de l'État islamique. Ces tentatives de coup d'État, réelles ou supposées, et leur corollaire répressif résultent d'une politique va-t-en-guerre qui refuse de s'attaquer aux problèmes sociaux et économiques nourrissant ce conflit armé. Les conséquences pour les populations sont désastreuses : on compte environ deux millions de déplacés internes et quelque six millions de personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire.

Paul Martial

Algérie Libérez Lyes Touati !



Militant associatif et anticapitaliste à Aokas, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs (PST) d'Algérie, Lyes Touati est emprisonné depuis le 14 décembre sur des accusations infondées. Figure du Hirak et engagé dans les luttes sociales et écologiques, antiraciste, anti-impérialiste, antisioniste, il encourt jusqu'à 10 ans de prison. La mobilisation pour sa libération doit se poursuivre jusqu'à sa libération.

Signez la pétition : <https://liberte-lyes.org/>

PALESTINE L'éducide comme arme coloniale

En prétextant une opération de « renseignement », les autorités israéliennes ont pénétré le 6 janvier dans l'université de Birzeit, blessant une quarantaine de personnes par des tirs à balles réelles. Loin d'être un cas isolé, cette attaque s'inscrit dans une colonisation de la Cisjordanie qui ne cesse de s'intensifier, par la conquête du territoire mais aussi par la destruction méthodique des lieux de savoir.



Le 7 juin 1962, l'OAS com-mettait un attentat à l'Université d'Alger ; la répétition de telles pratiques en Palestine révèle la permanence d'une stratégie coloniale d'anéantissement de l'enseignement. Ne feignant même plus d'invoquer des ciblage antiterroristes, les autorités israéliennes agissent dans une impunité totale, cautionnées par le silence de nos gouvernements.

«Maintenir le peuple dans l'ignorance»

Au-delà de la colonisation territoriale, les autorités israéliennes s'emploient à détruire les lieux de production de la pensée, avec pour objectif d'asservir physiquement, symboliquement et théoriquement les PalestinienNEs. Selon le président de l'université, la récurrence de ces attaques relève d'une stratégie « visant à maintenir le peuple dans l'ignorance ». Les universités occupent en effet une place centrale dans la formation des savoirs, de la pensée critique et de la conscience collective d'un peuple ; elles constituent, à ce titre, des cibles privilégiées des pouvoirs coloniaux. En novembre 2023, Netanyahu

affirmait ainsi vouloir refonder des universités palestiniennes qui n'« enseigneraient pas le terrorisme ». Cette stratégie de dé-développement des institutions éducatives palestiniennes s'inscrit dans une longue tradition d'éducide menée par les autorités israéliennes. Dès 1986, l'université de Birzeit avait déjà été la cible d'une répression marquée par des campagnes massives d'arrestations d'étudiantEs. La réécriture de l'histoire passe par les lieux où elle se construit ; l'imposition du narratif israélien s'opère ainsi par une colonisation matérielle et symbolique.

L'appropriation progressive de la culture palestinienne — des traditions culinaires aux patrimoines archéologiques — participe également à la construction d'un récit de légitimation. L'effacement de la culture palestinienne mobilise ainsi deux processus complémentaires : l'appropriation de ce qui peut l'être, la destruction du reste.

Empêcher les mobilisations militantes

Les réseaux étudiants ont historiquement constitué des foyers de réflexion anticoloniale et nationaliste, de formation de groupes

militants et d'élaboration d'une praxis politique. Conscientes de ce rôle, les autorités coloniales ont détruit l'ensemble des universités de Gaza afin d'empêcher l'émergence de contre-pouvoirs organisés. En Cisjordanie occupée, l'objectif est d'éradiquer à la racine toute possibilité de contestation massive face à l'intensification des politiques coloniales.

Alors qu'à l'échelle internationale, notamment en Occident, les universités se réclament d'un principe fondamental de liberté de l'enseignement, nos gouvernements demeurent mutiques face à la subordination et à la destruction systématique des universités palestiniennes. Cette asymétrie dans la reconnaissance des savoirs révèle l'hypocrisie et la complicité de gouvernements qui organisent sciemment l'impunité dans laquelle agissent les autorités sionistes. Quarante ans après les premières attaques contre l'université de Birzeit, les violences renouvelées contre cet établissement témoignent à la fois de la continuité du processus colonial et d'une passivité politique française, reconduite de gouvernement en gouvernement.

Sara Laska

Loi Yadan = danger

La proposition de loi Yadan, présentée comme une réponse à l'antisémitisme, constitue une offensive majeure contre la liberté d'expression et la solidarité avec la Palestine. En élargissant le délit d'apologie du terrorisme, en créant un nouveau délit pour interdire toute remise en cause de l'État d'Israël et en l'assimilant à la négation du judéocide nazi, elle criminalise des opinions politiques légitimes. Son examen a été repoussée d'une semaine ; une mobilisation unitaire aura lieu le 20 janvier devant l'Assemblée nationale. Lire notre dossier sur cette proposition de loi dans le numéro 782.



UKRAINE

Face à l'offensive russe, de l'aide, pas des promesses !

Alors que l'offensive russe se poursuit et que les bombardements contre les infrastructures civiles s'intensifient, les annonces occidentales de garanties de sécurité pour l'Ukraine restent largement conditionnelles. Face à une guerre d'usure imposée par Moscou, ce sont des moyens concrets de défense et des garanties réelles qu'exige la situation, et non de nouvelles promesses sans portée immédiate.

Le 6 janvier, alors que l'offensive russe se poursuit, la « coalition des volontaires » a réuni 35 États, dont les États-Unis et l'Ukraine, pour signer un texte définissant des garanties de sécurité « politiquement et juridiquement contraignantes » si un cessez-le-feu est conclu.

Il s'agit de convaincre l'Ukraine que cette coalition assurera l'invulnérabilité de ses frontières face à l'armée russe, par la création d'une Force multinationale dite de réassurance pour renforcer la défense ukrainienne, et par un engagement à déployer des moyens militaires, logistiques et diplomatiques pour prévenir toute nouvelle agression. L'activation de ces mesures reste conditionnée à l'accord de Moscou pour un cessez-le-feu. Les bombardements systématiques de toutes les

infrastructures énergétiques, pour priver la population d'électricité et d'eau dans un hiver glacial, sont une réponse claire de Poutine. Pour lui, les plans de déploiement de troupes européennes s'opposeraient à son objectif principal : réduire et vassaliser l'Ukraine.

Soutenir ou profiter de la situation

Les engagements de la coalition se substituent à une adhésion à l'OTAN ou à un traité de sécurité collective juridiquement contraignant. Soumises à la bonne volonté des pays signataires, ces promesses sont en deçà de ce que réclame la situation. C'est aujourd'hui qu'il faut renforcer la défense aérienne de Kyiv, lui donner les moyens de tenir le front pour améliorer son rapport de force politique et militaire face à Moscou... Les garanties proposées visent à empêcher une victoire russe, sans permettre une rupture stratégique décisive, ni remettre en cause la hiérarchie impériale existante. Au lieu d'un projet de paix juste et durable, impossible à concrétiser vu la situation militaire et diplomatique, on instaure une gestion armée de l'instabilité, sans consolider les moyens de résistance et le pouvoir de négociation de l'Ukraine. C'est un schéma classique : sécurité fournie sous condition, dépendance structurelle renforcée, autonomie politique limitée. L'Ukraine deviendrait un glacis lourdement militarisé, dépendant économiquement et militairement, peu favorable à la moindre perspective progressiste. Déjà les États-Unis et l'UE profitent de la situation pour obtenir

le plus d'avantages possible sur le plan économique. Kyiv a ainsi attribué l'exploitation d'un important gisement de lithium à des amis du président Trump, qui recherche toutes les opportunités d'investissement dans ce pays ravagé par la guerre.

La société ukrainienne déçue et inquiète

De nombreux UkrainienNEs veulent « la paix la moins injuste possible », mais doutent des garanties offertes, jugées insuffisantes pour empêcher une nouvelle attaque russe. Dans le contexte trumpien, leur confiance va à ce qui renforce leurs propres forces armées. Les syndicats et les associations de la société civile redoutent que l'annexion des régions occupées soit entérinée, que soient occultées les conditions de la reconstruction, de la justice transitionnelle, et de la lutte contre la corruption.

Contre la volonté d'intégration de l'Ukraine à l'ordre capitaliste et militaire occidental, nous soutenons activement le droit de l'Ukraine à se défendre contre son agresseur, faisant du renforcement des droits sociaux la base de la reconstruction souveraine et démocratique du pays.

Nous soutenons les revendications des classes populaires ukrainiennes, l'exigence du retrait des troupes russes et des garanties réelles, sous contrôle démocratique, pour une paix juste et durable.

Le groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA



CONTRE LA TUTELLE IMPÉRIALISTE RENDRE LE POUVOIR AU PEUPLE VÉNÉZUÉLIEN

Après les bombardements américains, le Venezuela vit sous le choc, l'inquiétude, et une très grande incertitude pour l'avenir. La solidarité avec le peuple reste la seule boussole pour les gauches internationalistes.

Dossier réalisé par la rédaction à partir d'échanges avec nos camarades vénézuélienNEs en exil

Une société vénézuélienne sous le choc et inquiète

Les vénézuélienNEs sont toujours en état de choc après les bombardements étatsuniens, et la situation économique, sociale et politique est source d'inquiétudes majeures.

La stupéfaction et l'inquiétude traversent l'ensemble de la société, quels que soient les positionnements politiques des unEs ou des autres. Pourtant, la vie doit reprendre : les écoles ont rouvert ce lundi, il faut sortir, travailler, s'organiser. Cette normalité contrainte cohabite avec une angoisse persistante et un sentiment de très grande incertitude pour l'avenir.

Une économie sous cloche impérialiste

Sur le plan matériel, la situation est marquée par une inquiétude diffuse mais profonde. Le marché parallèle s'emballe, ravivant la peur d'un retour de l'hyperinflation qui avait eu des effets dévastateurs sur les conditions de vie. Les marchés noirs — qui passent par les devises et les cryptomonnaies — compliquent les calculs les plus élémentaires du quotidien. L'économie est de fait placée sous cloche impérialiste. Le pétrole vénézuélien ne circule

pas librement, les sanctions continuent de peser lourdement, et la dépendance aux importations rend la population particulièrement vulnérable. Une très grande vigilance s'impose, beaucoup redoutent des pénuries de nourriture et de médicaments.

Une situation politique verrouillée

Sur le terrain politique, la situation est bloquée. Les seules mobilisations autorisées sont celles organisées par le gouvernement. Elles s'appuient en partie sur la contrainte mais également sur le soutien réel

Un accès restreint à l'information

Les informations sur la situation sur place sont limitées : il n'existe pratiquement plus de récits de première main accessibles depuis l'extérieur.

Le contrôle de l'information par le régime était déjà très fort avant l'attaque de l'US Air Force. Pour en donner une idée, lors de l'installation de la nouvelle Assemblée nationale il y a un an, le 5 janvier 2025 — un événement très institutionnel, peu sensible — une dizaine de journalistes ont été interpellés. Même s'ils ont été rapidement libérés, c'était un signal clair envoyé à la presse.

Aujourd'hui, l'accès à l'information est devenu encore plus difficile. Les journalistes internationaux sont largement tenus à l'écart, empêchés d'entrer dans le pays ou renvoyés immédiatement dès leur arrivée à l'aéroport. Dans ce contexte, l'information circule via des réseaux militants et syndicaux. Mais la peur, la surveillance et l'autocensure préventive pèsent lourdement sur les communiqués et les prises de parole. Nos informations viennent essentiellement de nos contacts personnels sur place, via nos camarades vénézuélienNEs exilés.



d'une partie de la population. Lors des élections de 2024, le pouvoir a obtenu environ 30% des voix. Le chavisme officiel reste une force politique avec une assise dans la population, nourrie par des mécanismes de dépendance, mais aussi par des attachements symboliques profonds à ce qu'a représenté la dynamique de la révolution bolivarienne.

Toute mobilisation indépendante est empêchée ou réprimée. Une manifestation syndicale prévue le 15 a ainsi été annulée. Les gauches dissidentes n'ont aujourd'hui aucun espace pour s'exprimer publiquement, et encore moins dans la rue. Les seules occupations de rue non gouvernementales qui peuvent avoir lieu sont celles

de familles de prisonniers politiques. Elles se rassemblent sous la forme de veillées statiques, pour attendre des nouvelles devant les lieux de détention. Le gouvernement a suscité de l'espoir en annonçant la libération de 400 prisonniers. Dans les faits, seules une quinzaine de libérations semblent avoir eu lieu pour le moment.

Une boussole: la solidarité avec le peuple

Face à l'agression impérialiste et aux jeux de pouvoir, une boussole s'impose : la solidarité avec le peuple, la défense de la souveraineté populaire et le retour à une légitimité construite par en bas.

Beaucoup observent avec inquiétude les concessions et accords passés entre le gouvernement et les États-Unis, qui le maintiennent sous une menace permanente. Ces compromis apparaissent ainsi à la fois comme le produit de la contrainte impérialiste et comme une stratégie pour se maintenir au pouvoir. Contrairement à ce qui a été projeté au moment de l'attaque, l'administration Trump ne semble en effet pas exiger un changement immédiat de régime, dès lors que les autorités actuelles se conforment à ses exigences. Sous la direction de Delcy Rodríguez, le pouvoir promet une libéralisation accrue du secteur pétrolier au bénéfice des groupes américains, accompagnée d'un renforcement du contrôle militaire. Le gouvernement vénézuélien actuel est un gouvernement sous tutelle de l'impérialisme étatsunien. Mais aujourd'hui, dans la population, le questionnement va encore plus loin quant aux intentions du pouvoir vénézuélien. La question de sa compromission traverse tous les esprits, avec l'hypothèse qu'il soit vendu aux intérêts impérialistes, déconnectée même de toute ambition

d'indépendance nationale, pour les intérêts d'une petite clique. Un épisode récent renforce ce questionnement : un pétrolier serait parti en mer indépendamment des autorités gouvernementales, et Delcy Rodríguez aurait sollicité d'elle-même l'aide des États-Unis pour l'arrêter et le faire revenir.

Soutenir le peuple, pas le pouvoir

Ce qui ressort clairement des différentes expressions des gauches vénézuéliennes — syndicats, courants politiques, mouvements dissidents — c'est une ligne commune : la solidarité avec le peuple doit rester la boussole. La lettre de la CUTV à la direction de la FSM s'inscrit pleinement dans cette orientation (voir l'encadré).

Le cœur du projet bolivarien originel reposait sur une démocratie vivante, des victoires électorales. Sans le coup de force de 2024, il aurait peut-être été possible de construire un autre scénario : un chavisme fort dans l'opposition, des gauches dissidentes organisées capables de front uni, des contre-pouvoirs locaux... Le pouvoir se trouve désormais avec des

marges de manœuvre limitées face à l'agresseur, conséquence de la dévitalisation démocratique que ses méthodes ont provoquée.

Dix ans de sanctions impérialistes ont ravagé les conditions de vie. Le gouvernement a fait peser ce poids sur le peuple, sans pouvoir aujourd'hui s'appuyer sur un mouvement populaire autonome face à l'agression impérialiste.

Retour au peuple

Dans la situation actuelle, une exigence s'impose : revenir au peuple. Une consultation populaire, une reconstruction de la légitimité par en bas, seraient les seules issues permettant à la fois de renforcer le rapport de forces sur place face à l'impérialisme et d'élargir le soutien international. Or ce n'est pas la voie empruntée par le gouvernement. Les forces de gauche dissidentes appellent à ce que ce mot d'ordre — retour au peuple pour restaurer la souveraineté populaire — circule à l'international, en attendant de pouvoir créer les conditions pour le porter ouvertement sur place. Nous nous faisons donc le porte-voix de cet appel.

Lettre du CUTV au Secrétariat du FSM

Depuis l'attaque impérialiste, un débat a lieu dans la gauche française sur la question des critiques de Maduro et de son régime autoritaire. C'est pourtant la demande qui nous est adressée, comme en témoigne la lettre ouverte du 10 janvier 2026 du Comité exécutif de la Centrale unitaire des travailleurs du Venezuela (CUTV) au Secrétariat de la Fédération syndicale mondiale (FSM).

La FSM est une organisation syndicale internationale historiquement liée au mouvement communiste traditionnel, marquée par une conception étatiste et campiste de l'anti-impérialisme. La CUTV est membre du FSM. Ce n'est pas une organisation trotskiste ou anarchiste. Mais il s'agit d'une véritable organisation syndicale, inscrite dans la lutte des classes.

Voici quelques extraits de ce courrier, à retrouver en intégralité sur notre site :

« Nous avons l'obligation de classe de vous exprimer notre désaccord face au silence prolongé que le FSM a gardé, au cours des quatre dernières années, face à la situation très grave que subissent les travailleurs vénézuéliens et nos retraités et pensionnés, en conséquence des politiques économiques et du travail imposées par le gouvernement autoritaire et antidémocratique présidé par Nicolás Maduro, à partir de la mise en œuvre d'un programme d'ajustement libéral-bourgeois qui a fait peser tout le poids de la crise et des sanctions impérialistes sur les épaules du peuple travailleur, favorisant les appétits de la bourgeoisie parasitaire vénézuélienne et tentant d'attirer les investissements au prix de la misère et de la répression contre les travailleurs et leurs dirigeants syndicaux. »

« Nous insistons sur la nécessité que la solidarité militante anti-impérialiste de la FSM et de l'ensemble du mouvement syndical international de classe soit avec les travailleurs et les peuples exploités et opprimés, et non avec les élites bureaucratiques qui détiennent le pouvoir pour favoriser diverses fractions bourgeoises. »

En bref

Commerce Grève à Biocoop pour les conditions de travail. Depuis le samedi 3 janvier 2026, la quasi-totalité des travailleurEs (hormis les plus précaires) du Biocoop de la place des Fêtes, dans le 19e arrondissement de Paris, sont en grève reconductible avec l'appui de l'union locale de la CGT. Harcèlement moral, humiliations, pression constante, intimidations, agressions verbales, vidéosurveillance abusive... Depuis l'ouverture du magasin en 2021, les équipes subissent des brimades répétées de la part de leur direction. Malgré une forte croissance du chiffre d'affaires du magasin depuis deux ans, les salaires ne suivent pas. Les grévistes exigent le départ de la gérante, une augmentation générale des salaires, la mise en place d'une charte sociale commune à tous les magasins, ainsi que la possibilité d'une organisation syndicale pour l'ensemble des franchises.

Le problème est structurel, à Biocoop comme plus largement dans la grande distribution. Une grève avait déjà eu lieu à Paris, en 2020, au magasin Retour à la terre, pour des raisons similaires. À ce jour, il n'est pas possible de constituer une organisation syndicale commune pour l'ensemble des travailleurEs de Biocoop. Dans la grande distribution, ce morcellement des structures juridiques vise à neutraliser toute forme de contre-pouvoir. C'est pire dans les magasins Grand Frais : chaque rayon relève

d'une entité différente, empêchant toute organisation collective... y compris à l'échelle du magasin lui-même.
« Pétition de soutien CorrespondantEs »



Licenciements Brandt, encore un projet de reprise bidon ! Pour préparer sa réélection à la mairie d'Orléans, le très réactionnaire Serge Grouard annonçait fièrement avoir trouvé un repreneur pour l'usine Brandt de Saint-Jean-de-la-Ruelle (45). Le PDG de Metavisio - Thompson Computing devait être le héros qui allait sauver 150 emplois, laissant sur le carreau les 600 autres et l'usine de Vendôme (41). Son projet ? Réorienter la production, notamment vers les drones, espérant profiter de la course aux armements. Las ! On apprend dans la presse que ses actionnaires sont en guerre contre lui, qu'il s'est associé à des fonds douteux et qu'il a fait plonger la valeur boursière du groupe. Des margoulins viennent régulièrement promettre des miracles pour sauver ou développer des entreprises, et ne laissent derrière eux qu'un carnage industriel. Cela montre bien que les salariéEs de Brandt ne pourront compter que sur elleux-mêmes.

Correspondante

Industrie Explosion à Elkem : les travailleurEs encore sous le choc. Avant Noël, une explosion a entraîné deux morts et deux blesséEs graves chez Elkem, qui emploie 570 salariéEs au sud de Lyon ; l'usine produit des silicones (qui servent, entre autres, aux joints). Les travailleurEs sont encore sous le choc.

En attendant le résultat de l'enquête judiciaire, la CGT a rappelé que « la prévention des risques professionnels doit reposer sur des moyens réels et pérennes : des effectifs suffisants, une formation sécurité de qualité, du temps réellement consacré à la prévention, à la maintenance, aux retours d'expérience et aux exercices d'urgence. Ces exigences sont incompatibles avec les politiques de réduction de coûts, de sous-traitance à outrance et d'intensification du travail ».

D'après Rue89 Lyon, l'association écologiste Notre affaire à tous a alerté « sur le nombre important d'infractions des industries de la vallée de la chimie, dont Elkem, répertoriées par les services de la DREAL, mettant en danger la vie et la santé des salariéEs et des riverainEs, ainsi que l'environnement ».

L'heure est à la solidarité avec les victimes et leurs familles. Mais il ne faudra pas en rester là : l'insécurité des sites industriels engendrée par la course aux profits, est d'autant plus inacceptable qu'elle sert parfois de prétexte à la fermeture de sites et à la destruction d'emplois.
CorrespondantE

ÉCOLOGIE A69 : l'économie l'emporte sur l'environnement

Le 30 décembre 2025, la Cour administrative d'appel de Toulouse a autorisé la poursuite du chantier de l'A69.

Elle valide les autorisations environnementales et estime qu'une raison impérieuse d'intérêt public majeur justifie les travaux. Cette décision annule l'arrêt du projet prononcé en première instance en février 2025. Le revirement entre ces décisions, à quelques mois d'intervalle, révèle — au cœur même de la justice administrative — une divergence profonde sur le poids accordé à la protection de l'environnement face aux intérêts économiques.

Quel poids pour les enjeux écologiques ?

Le tribunal administratif de Toulouse avait jugé que les arguments qui motivent la raison impérieuse d'intérêt public majeur sont insuffisants. À raison : ni le désenclavement économique (limité) du territoire de Castres-Mazamet, ni la diminution (non prouvée) du nombre d'accidents, ni l'amélioration (incertaine) de la qualité de vie des habitantEs n'autorisent la destruction de 169 espèces protégées et de leurs habitats naturels. L'utilité de l'autoroute ne



justifie pas l'ampleur des dégâts environnementaux prévisibles. La cour d'appel, au lieu de débattre en détail l'ensemble des motivations du jugement de première instance, a réaffirmé la validité de la notion d'intérêt public majeur, reprenant les arguments du promoteur et négligeant le travail précis et complet des magistratEs du TA.

Stratégie du « fait accompli »

Les juges administratifs de la cour d'appel considèrent de fait que le juge n'a pas à se substituer au politique : si le projet est important pour l'économie, alors il est bon. Et comme le chantier, malgré toutes les procédures judiciaires, continue à avancer, c'est la stratégie du « fait accompli », terriblement

efficace contre l'environnement. Plus un projet est avancé, plus le juge d'appel est réticent à l'interrompre.

Quand le discours gouvernemental et parlementaire devient très ferme sur la poursuite du chantier, appuyé par les éluEs locaux, les milieux économiques et la presse régionale, la CAA intègre le coût politique d'un arrêt définitif. « L'autoroute A69 n'est pas un cas isolé, explique un juriste dans le Monde ; en matière de grands projets, la justice administrative a tendance à favoriser la raison d'État au détriment du respect de la légalité. »

Les opposantEs ont annoncé leur intention de se pourvoir en cassation devant le Conseil d'État. L'enjeu est clair : le Conseil va-t-il appliquer pleinement le droit de l'environnement ?

Quel que soit le scénario final, la lutte contre l'A69, sur le terrain et devant les juges, marquera durablement le divorce entre les bétonneurs, de droite ou de gauche, et celles et ceux qui refusent la poursuite d'un modèle de croissance mortifère.

Dominique Boury

NÉOLIBÉRALISME

Accord UE-Mercosur, le profit avant tout

Négoié depuis vingt-cinq ans, l'accord de libre-échange vise à intensifier les relations commerciales entre l'Union européenne (UE) et les pays membres du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay, Venezuela jusqu'en 2027, Bolivie depuis 2023), ainsi que les pays associés (Chili, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou et Surinam). Il concerne près de 800 millions de personnes et plus de 80 % du PIB sud-américain. Malgré des volets consacrés aux migrations, au numérique, à la recherche ou à l'environnement, l'accord profitera surtout aux grands industriels européens, soucieux de s'ouvrir davantage au marché sud-américain, au prix d'une aggravation de la déforestation, des émissions de gaz à effet de serre et de la fragilisation des filières agricoles.

Libre-échange... pour les marchandises

Pour la Commission européenne, la réduction des barrières tarifaires ouvrirait l'accès à des marchés en croissance et aux marchés publics du Mercosur : environ 91 % des biens exportés par les entreprises européennes seraient exemptés de droits de douane. En contrepartie, l'UE supprimerait des droits équivalents sur les importations. Les entreprises européennes pourraient ainsi exporter davantage de voitures, de machines, de spiritueux, de produits pharmaceutiques, de textiles et de services. Les pays du Mercosur augmenteraient leurs exportations agricoles et alimentaires vers l'UE. CertainEs parlent d'un accord « viandes contre voitures ». Les métaux stratégiques — nickel, cuivre, titane — font également partie de l'entente.

Zéro pour l'environnement

L'augmentation de l'élevage bovin dans les pays du Mercosur entraînera probablement une hausse de la déforestation. Dès 2020, Stéphane Ambec, directeur de recherches à l'INRAE (Institut national de recherche pour l'agriculture et l'environnement), alertait sur ce risque. Son rapport soulignait aussi

L'accord UE-Mercosur organise l'ouverture des marchés au bénéfice des grands groupes industriels, au prix de lourdes conséquences sociales, agricoles et environnementales, en Europe comme en Amérique du Sud.



l'absence d'exigences contraignantes sur les modes de production, le bien-être animal et l'usage des produits phytosanitaires.

L'opposition du monde agricole

Malgré les quotas d'importation (99 000 tonnes de bœuf par an, 60 000 tonnes de riz, 180 000 tonnes de volailles, etc.) et les 357 zones géographiques protégées en Europe (IGP), dont 33 en France, la colère du monde agricole s'amplifie. La hausse des importations pèsera sur les prix et aggravera les difficultés des agriculteurEs à vivre de leur travail. Les écarts de normes sanitaires et de coûts de production accentuent encore une concurrence faussée. Et « l'acte juridique » obtenu par la France n'offre aucune garantie :

À lire sur le site



Crans-Montana (Suisse) : un incendie très libéral dans un pays qui ne va pas si mal ?

comment contrôler la qualité sanitaire des produits (pesticides interdits en Europe) qui arriveront dans les ports avant leur mise sur le marché ?

Toustes ensemble !

En scindant le texte, la Commission permet la ratification du pilier commercial sans unanimité, par une majorité de 55 % des États (soit 15 sur 27, représentant 65 % de la population de l'UE). Emmanuel Macron tente de composer entre exigences capitalistes et colère agricole, exacerbée par des difficultés croissantes à dégager un revenu (dermatose bovine, manque d'eau, etc.). Au-delà de la diversité du monde agricole, les raisons de la révolte sont à l'unisson des préoccupations de toutes et tous. Face aux logiques du marché capitaliste et aux diktats des tyrans impérialistes, l'unité impose de se mobiliser aux côtés de la Confédération paysanne pour défendre une agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire.

Commission nationale écologie

Les nôtres

Eleni Varikas



Militante trotskiste, théoricienne féministe et intellectuelle marxiste majeure, décédée en janvier 2026. Fille de Vasos Varikas, figure historique du trotskisme grec, elle s'est engagée très tôt dans le mouvement révolutionnaire, au sein du Front révolutionnaire communiste trotskiste, puis de l'OKDE-Spartakos après l'unification de 1977. Militante active du journal Roadblock, elle participa également aux premiers groupes féministes en Grèce, tout en restant toute sa vie fidèle aux principes de la 4^e Internationale. Eleni Varikas fut professeure associée à l'université Paris-8, membre du CNRS, et enseigna dans de nombreuses universités en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses travaux ont marqué l'histoire du féminisme, la théorie critique, les études de genre et de race. Dans la Révolte des Dames : genèse d'une conscience féministe dans la Grèce au XIX^e siècle (1830-1907), elle analyse les conditions matérielles et politiques de l'émergence du féminisme. Avec Pour une théorie féministe du politique, elle met en lumière la dimension profondément politique de la différenciation des sexes. Dans les Rebutés du monde, figures du paria, elle inscrit l'histoire des femmes aux côtés de celles des esclaves, des Juifs et des prolétaires, soulignant que « l'histoire des luttes des opprimés fait partie intégrante de l'histoire humaine ». Nous nous associons à l'OKDE-Spartakos, pour saluer cet héritage intellectuel et politique, tout en adressant nos condoléances à son compagnon, notre camarade Michael Löwy.

À lire sur le site d'Inprecor: OKDE Spartakos fait ses adieux avec tristesse à Eleni Varikas

Jean Malifaud



Jean s'est éteint ce samedi, après une vie d'engagements politiques, syndicaux et internationalistes. Marqué par la séquence fondatrice de Mai 68, il passa du statut de brillant professeur de mathématiques à celui de militant révolutionnaire durablement engagé. Les révoltes culturelles et sociales, les mobilisations internationales, le conduisirent à rejoindre la Ligue après la dissolution de la JCR, s'inscrivant dans l'élan tricontinental et l'espoir d'une convergence des luttes et d'une révolution permanente. Il fut un acteur important de la vie de la Ligue, membre de sa direction et de nombreuses commissions, participant activement aux débats de tendance qui la traversèrent. Son engagement l'amena à prendre part à de multiples actions de solidarité internationale: avec les peuples indochinois, les travailleurEs polonaisEs, les étudiantEs mexicainEs réprimésEs, les luttes ouvrières comme Lip, ou encore le centenaire de la Commune. Il s'investit six mois au Nicaragua aux côtés des sandinistes, dans les brigades de solidarité internationale. Son engagement antifasciste, antiraciste, en soutien aux sans-papiers, à la Palestine et à l'Ukraine, fut constant. Syndicaliste, il joua un rôle majeur dans le SNESup, la FEN puis la création de la FSU, défendant un syndicalisme de lutte démocratique. Il fut l'un des animateurs centraux de l'École Émancipée, contribuant à des avancées décisives comme le choix de la grève reconductible dans l'enseignement. Homme chaleureux, généreux, passionné de mathématiques, de cuisine et de convivialité, il fut aussi compagnon, père, grand-père et arrière-grand-père. Jusqu'au bout, il demeura animé par la conviction que, face à la montée de l'extrême droite, renoncer n'était pas une option. Son parcours laisse une trace durable dans les combats d'hier et d'aujourd'hui.

À lire sur notre site, l'hommage plus complet que lui rend Alain Cyrroulnik.

Vie du NPA l'Anticapitaliste

ANTIRACISME Retour sur le week-end de formation du NPA-A



Près d'une centaine de militantEs et de sympathisantEs venant de nombreuses villes et régions ont participé au week-end national de formation antiraciste du NPA-l'Anticapitaliste les 10 et 11 janvier 2026 à Rotographie.

Organisée par la commission nationale antiracisme, cette formation a rencontré un énorme succès auprès des militantEs du parti. Se tenant sur deux journées, jour 1 « Comprendre » et jour 2 « Agir », les ateliers ont permis de réfléchir sur les bases matérielles du racisme, les différentes formes de racisme, le colonialisme et la blanchité. Le deuxième jour, la formation a porté sur l'islamophobie, l'intervention syndicale et l'antifascisme.

L'antiracisme, un combat central
Cette rencontre rappelait que, dans la période actuelle, la lutte contre le racisme est centrale pour riposter aux attaques de la classe dirigeante. À la fois outil des dominantEs et structuration de la société, la domination raciste a des impacts sur la vie de millions de personnes et sur les moyens qu'elles ont de s'organiser. Le racisme est



NPA-A

également un moteur important dans la dynamique de fascisation de l'Europe occidentale, autant qu'il participe à fabriquer du consentement à l'ordre capitaliste impérial et colonial. Dans les luttes de solidarité avec la Palestine, contre l'islamophobie débridée et en soutien

aux personnes qui n'ont pas les bons papiers, le NPA doit s'armer théoriquement pour être un outil au service des luttes dans l'unité contre toute forme de racisme.

Ouverture militante
À noter aussi, les interventions de Tsedek et de la Gauche anti-

capitaliste (Belgique), qui faisaient partie des organisations invitées. Le samedi soir avait lieu une table ronde, diffusée pour la première fois sur notre chaîne Twitch, avec des acteurEs du mouvement antiraciste: Youcef Brakni (Assemblée des quartiers), Monira Moon (BDS & Solidaires), Chouayeb (Jeunes de Belleville), Elias d'Imzalène (Perspectives musulmanes) et Kevin B. du NPA, sur le thème de la construction d'un mouvement antiraciste, disponible en replay sur notre chaîne Youtube. Ce week-end, ainsi que la table ronde, s'est tenu à Rotographie. Ce fut aussi une démonstration des capacités d'accueil d'événements politiques larges dans cet espace, que nous voulons au service du mouvement social une fois les travaux de rénovation terminés.

Sulalat et Édouard Soulier



Culture

ESSAI En finir avec les idées fausses sur l'antispécisme, de Victor Duran-Le Peuch

Éditions de l'Atelier, 2025, 401 pages, 13,50 €



Victor Duran-Le Peuch est l'auteur de l'inestimable podcast Comme un poisson dans l'eau, qui nous aide depuis quatre ans « à nager dans les eaux troubles du spécisme », à la fois structure d'exploitation, de domination et de discrimination des animaux et idéologie justifiant leur massacre, présent partout et pourtant visible nulle part. Son livre, magnifiquement préfacé par Kaoutar Harchi, se nourrit des savoirs accumulés épisode après épisode, mais cultive une autre ambition, celle de promouvoir l'antispécisme, le mouvement social qui veut mettre fin au spécisme et se bat pour la justice pour tous les animaux, décrié à droite comme à gauche, soit comme menace civilisationnelle mettant en péril les rapports naturalisés entre les humainEs et les autres animaux, soit comme lubie détournant des luttes d'émancipation du genre humain — quand il n'est pas vidé de sa substance politique et subversive par certains mouvements de protection animale qui refusent de lutter contre les autres formes d'exploitation et de domination. Pour cela, Victor a recensé, décortiqué et réfuté 48 idées reçues sur l'antispécisme, que vous avez forcément entendues, lues... et peut-être utilisées. Aucune question n'est esquivée, y compris celles posées au mouvement lui-même (l'influence de la norme blanche dans un certain véganisme par exemple), aucune controverse n'est ignorée (avec l'écologie, l'élevage paysan, les penseurEs du vivant... ou même

l'anticapitalisme quand il ignore les animaux). Les notices sont accessibles, courtes mais précises, chaque idée est sourcée, chaque concept est défini, chaque argument est orienté dans le sens d'une émancipation qui n'oublie personne. Le livre peut se lire dans l'ordre ou au hasard, au gré de son propre cheminement ou de sa curiosité, une notice renvoyant à une autre. Il est déjà, c'est certain, l'outil théorique et pratique qui manquait pour y voir clair dans ce monde spéciste et le transformer.

Julien Dumans

ESSAI Venir au monde – Autonomie, dignité et luttes pour une justice reproductive

Coordonné par Eva-Luna Tholance et Johanna-Soraya Benamrouche. Éditions Troubles, 2025, 336 pages, 19 €



Venir au monde est un ouvrage qui refuse les récits normés de la naissance, de la parentalité et de l'adoption pour en révéler les lignes de fracture politiques, raciales, médicales.

Coordonné par Eva-Luna Tholance et Johanna-Soraya Benamrouche, il rassemble une vingtaine de personnes concernées et engagées, et ouvre le champ de la justice reproductive. Né des luttes féministes noires aux États-Unis dans les années 1990, ce mouvement formule un constat essentiel: nos vies reproductives sont traversées de violences structurelles. Racisme, sexisme, validisme médical s'y entremêlent pour décider qui peut enfanter, dans quelles conditions, et à quel prix. Venir au monde montre que le droit à l'IVG, les luttes trans, la dénonciation des violences obstétricales, la pollution environnementale ou l'adoption internationale relèvent d'un même combat:

celui de l'autodétermination des corps, pensée dans l'interdépendance et la solidarité. L'adoption internationale y apparaît non comme un simple geste humanitaire, mais comme un fait politique, inscrit dans l'histoire coloniale, les inégalités Nord-Sud et les écicides. Le texte du Collectif Vietnam Dioxine soulève des questions fondamentales: comment parler de parentalité quand des terres sont empoisonnées, quand des générations entières sont condamnées par l'agent orange? Comment parler de « choix » reproductif ou même de capacité quand la guerre chimique détruit les corps, les sols, les eaux? Le combat de Trần Tố Nga, raconté ici, rappelle que toutes les vies ne comptent pas de la même manière devant la justice. Tandis que les vétérans étatsuniens ont été indemnisés, les victimes vietnamiennes se heurtent à un mur juridique et politique. Cette impunité révèle une hiérarchie raciale. Dans ce contexte, la justice reproductive ne peut se penser sans réparations, sans reconnaissance des crimes écologiques et coloniaux. Venir au monde refuse les réponses individuelles à des violences systémiques: la dignité se conquiert collectivement. En liant naissance, adoption, écologie et anticapitalisme, ce livre nous oblige à une question essentielle: dans quel monde voulons-nous faire naître des enfants et qui a réellement le droit d'y venir?

Amel

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

Librairie La Brèche

27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

la-breche.com

DOCUMENTAIRE Les combattantEs anti-autoritaires en Ukraine

Film documentaire, 1h10, produit par **l'Anticapitaliste**

À rebours des récits géopolitiques abstraits, ce documentaire donne la parole à des militantEs de gauche anti-autoritaires ukrainienNEs confrontéEs à l'épreuve concrète de la guerre. À travers leurs parcours et leurs choix, il interroge l'engagement, la solidarité internationale et la capacité des peuples à résister par eux-mêmes à l'invasion impérialiste. **Entretien avec Manon Boltansky et Nico Dix.**

De quoi ce film parle-t-il ?

Ce documentaire porte sur la résistance ukrainienne. Plus précisément, il donne la parole à des militantEs de gauche anti-autoritaires (anarchistes, libertaires) qui ont fait le choix, à différents moments de la guerre, soit de s'engager directement dans l'armée ukrainienne, soit de soutenir activement les militantEs de gauche engagéEs sur le front. C'est un film qui interroge l'engagement : la manière dont une situation concrète, extrême, met à l'épreuve, transforme ou renforce un engagement militant en faveur d'une société émancipée.

D'où est venu ce projet ?

Nous sommes impliquéEs dans la solidarité concrète avec l'Ukraine depuis le début de l'invasion à grande échelle. Nous nous sommes renduEs sur place pour rencontrer des personnes que nous ne connaissions jusque-là que par échanges numériques. L'idée de filmer est née du constat qu'ici, on parle très peu de l'Ukraine et que, lorsqu'on en parle, ce sont essentiellement les dirigeantEs et la géopolitique qui occupent l'espace médiatique — Macron, Poutine, Trump, Biden, l'OTAN — au détriment des populations et de leurs formes concrètes de résistance.

Il est essentiel d'entendre ce que la gauche ukrainienne a à dire

Nous avons également souhaité nous adresser à celles et ceux, à gauche, qui nient toute agentivité aux UkrainienNEs, allant parfois jusqu'à refuser le dialogue avec la gauche ukrainienne. Il est essentiel d'entendre ce que cette gauche a à dire ; nous avons même beaucoup à apprendre de nos camarades.



Image du film



Image du film

Comment le film a-t-il été réalisé, et par qui ?

Il s'agit d'un documentaire volontairement « guérilla ». Nous sommes partiEs avec nos téléphones, sans plan de tournage prédéfini, ni itinéraire précis. Le film s'est construit au fil des rencontres et des contacts établis sur place.

Nous commençons toujours par de longues discussions avant de filmer, afin d'instaurer une relation de confiance, de mieux cadrer les entretiens et d'adopter un point de vue militant plutôt que journalistique.

Nous avons filmé ce que nous pouvions, comme nous le pouvions, sans idée préconçue, ce qui a rendu le montage complexe. La matière accumulée étant très importante, le projet prendra finalement la forme d'un triptyque. Ce film constitue le premier volet ; les deux suivants porteront respectivement sur l'auto-organisation civile d'aide aux populations déplacées ou vivant près du front, et sur les militantEs politiques et syndicaux engagés à la fois contre la casse sociale et contre l'invasion russe.

Quelles sont les personnes qui apparaissent dans le film ?

On y rencontre Sergey, militant anarchiste, cofondateur et animateur de Solidarity Collectives, en charge notamment de la logistique et de la communication. Mobilisé il y a quelques mois, il sert aujourd'hui dans l'armée. Il y a également Ilya, militant socialiste révolutionnaire, engagé volontairement dès les premiers jours de l'invasion comme infirmier de combat dans l'infanterie, et soutenu par Solidarity Collectives. Enfin, Yuri, militant antifasciste issu de la scène punk hardcore de Kharkiv, engagé depuis 2019. Après deux blessures graves subies lors d'assauts, il sert aujourd'hui dans l'artillerie.

Y a-t-il des anecdotes de tournage particulièrement marquantes ?

Une image nous a profondément marquéEs : en prenant la route vers Izium, à l'est du pays, nous ne croisons presque que des véhicules militaires dans un sens, et des corbillards dans l'autre.

Lors de la visite d'un centre d'hébergement pour personnes déplacées, nous avons rencontré des femmes âgées qui avaient tout perdu mais tenaient à nous nourrir, à partager le peu qu'elles avaient.

Enfin, le bombardement de Kyiv, vécu sur place, a été un rappel brutal de la réalité quotidienne subie par les populations.

Parfois, dans la vie, il faut faire des choix réels et exacts

Certaines scènes vous ont-elles particulièrement marquéEs ?

La déambulation à Izium avec Ilya, qui ne prend pas de précautions oratoires et nous explique que nous ne connaissons pas réellement l'Ukraine, et donc que nous ne pouvons pas pleinement comprendre ce qui s'y joue. Une citation résume particulièrement bien le propos du film : Ilya explique son engagement en disant que « parfois, dans la vie, il faut faire des choix réels et exacts ». C'est, dit-il, un choix de survie. Cette parole est essentielle, car il y a une différence fondamentale entre tenir un raisonnement théorique depuis la France et vivre concrètement une invasion, avec son cortège de violences, de pillages et de massacres. Ici, la guerre est pensée abstraitement ; là-bas, elle est vécue. Nous n'avons aucune leçon à donner.

Quel rôle ce film peut-il jouer dans la période actuelle ?

Dans un contexte marqué par le campisme, il nous paraît essentiel de rendre accessible la parole directe de militantEs de la gauche ukrainienne. Bourgeoisies, gouvernements et courants campistes partagent souvent une même négation de

l'existence des peuples et de leur capacité d'agir.

Nous espérons que ce film contribuera à faire évoluer une partie de la gauche sur la question du soutien à la résistance ukrainienne, et qu'il incitera certainEs à s'engager dans des formes concrètes de solidarité, notamment par des collectes de fonds destinées aux camarades sur place.

Les réactions révèlent le manque criant de la parole ukrainienne dans les espaces militants et médiatiques

Quels retours avez-vous reçus des personnes qui ont vu le film ?

Les spectateurEs ressortent souvent profondément ébranléEs. Cela révèle le manque criant de la parole ukrainienne dans les espaces militants et médiatiques. Plusieurs personnes ont évoqué une prise de conscience de la dimension humaine de la guerre et de la manière dont elle broie des vies. Le film a donné envie à certainEs de se mobiliser en solidarité avec le peuple ukrainien.

Comment le film est-il diffusé ? Comment organiser une projection ?

Pour le moment, la diffusion se fait principalement hors de France. Le film est mis à disposition des réseaux de Solidarity Collectives et des milieux anarchistes européens. Des projections avec levées de fonds ont déjà eu lieu en Finlande, aux Pays-Bas, en Pologne, en Allemagne et en Ukraine.

Le film est accessible à tous les collectifs militants souhaitant organiser une projection

Dans les semaines à venir, des projections sont prévues au Danemark, en Suède, en Espagne, au Canada et possiblement aux États-Unis. Le film est accessible à tous les collectifs militants souhaitant organiser une projection, à la seule condition qu'une levée de fonds en soutien à Solidarity Collectives soit organisée. Contactez-nous si vous voulez participer à sa diffusion !
Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPA.Lanticapitaliste](https://npa.lanticapitaliste.org)
[l_anticapitaliste](https://l_anticapitaliste.org)
[Lanticapitalis1](https://t.me/Lanticapitalis1)
[anticapitaliste.presse](https://anticapitaliste.presse.org)
[lanticapitaliste](https://lanticapitaliste.org)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°171 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

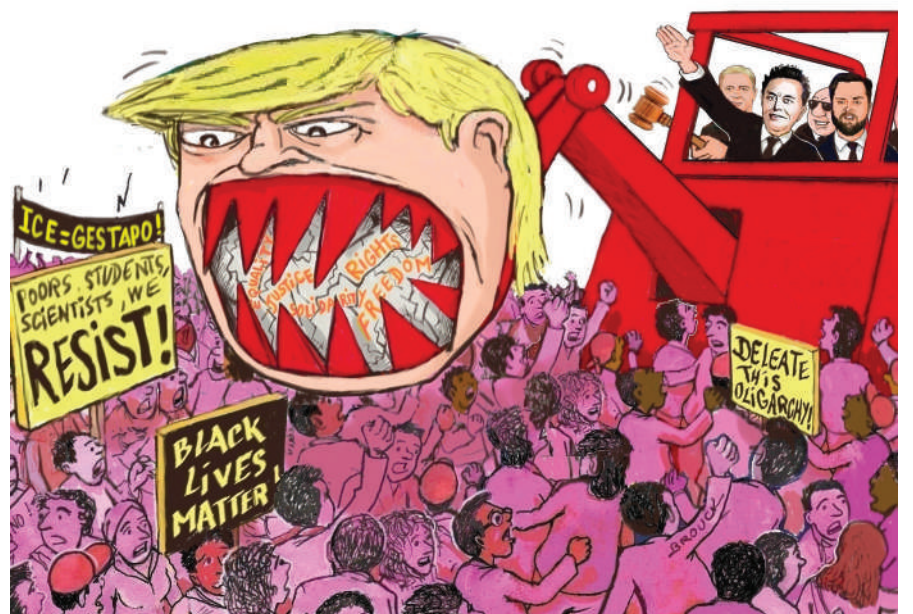
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org